



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

n° 2012-DLP/BUPE-319 du 22 MAI 2012

imposant à la société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT des prescriptions complémentaires pour les installations réglementées par l'arrêté préfectoral n°75-AG/3-909 du 17 juillet 1975 et situées route de Strasbourg à SARREBOURG.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le Code de l'Environnement et notamment son article R.512-31 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2011-110 du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75-AG/3-909 du 17 juillet 1975 autorisant la société des Usines Bellevue à SARREBOURG à continuer d'exploiter son usine de SARREBOURG modifiée ;

VU la déclaration du 20 décembre 2006 par laquelle la société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT informe le Préfet de la Moselle de la cessation d'activités du site réglementé par l'arrêté préfectoral du 17 juillet 1975 précité ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-206 du 8 juin 2010 imposant des prescriptions additionnelles pour la remise en état du site ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 11 avril 2012 ;

VU l'étude n° ALR11003ISV2 du 4 août 2011 remise par l'exploitant à l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT les mesures de gestion recommandées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que des investigations doivent être menées pour préciser l'extension de la pollution hors site ;

CONSIDÉRANT qu'une surveillance des eaux souterraines doit être mise en œuvre ;

VU l'avis du CODERST en date du 26 avril 2012 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : La Société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT devra, pour les installations réglementées par l'arrêté préfectoral n° 75-AG/3-909 du 17 juillet 1975 et situées route de Strasbourg à SARREBOURG, se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : **Investigations complémentaires**

L'exploitant réalisera des investigations complémentaires permettant de déterminer l'extension de la pollution hors site.

A partir des données recueillies, l'exploitant mettra à jour le schéma conceptuel et proposera les éventuelles mesures complémentaires de gestion à mettre en œuvre.

Ces investigations, ainsi que la mise à jour du schéma conceptuel et les propositions de mesures complémentaires de gestion, feront l'objet d'un rapport qui sera transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de deux mois à compter de la parution du présent arrêté.

Article 3 : **Surveillance des eaux souterraines**

Article 3-1

L'exploitant propose, dans un délai de 1 mois à compter de la parution du présent arrêté, une surveillance de la qualité des eaux souterraines (réseau, paramètres et fréquence de surveillance).

Ce réseau comporte au minimum cinq piézomètres.

Les paramètres de suivi sont à minima:

- ⇒ niveau piézométrique (en cote NGF)
- ⇒ COHV
- ⇒ BTEX
- ⇒ HAP
- ⇒ HC

La fréquence de contrôle est au moins :

- ⇒ trimestrielle hors travaux ;
- ⇒ mensuelle durant les travaux de remise en état.

Article 3-2

Le plan de surveillance proposé par l'exploitant est mis en œuvre dans un délai maximal de 2 mois à compter de la parution du présent arrêté.

Les résultats d'analyses sont transmis et commentés à l'inspection des installations classées dans le mois suivant le prélèvement ; les commentaires portent notamment sur l'évolution de la piézométrie, du sens d'écoulement des eaux souterraines et sur l'évolution du panache de pollution et de la qualité des eaux souterraines.

Article 4 :

Article 4-1

A l'issue des travaux réalisés tant sur site qu'à l'extérieur du site si nécessaire, l'exploitant informe le Préfet de leur réalisation dans un délai maximal d'un mois après leur achèvement.

Article 4-2

L'information prévue à l'article 4-1 du présent arrêté est accompagnée d'un rapport final accompagné d'une synthèse récapitulant l'ensemble des résultats des contrôles réalisés est établi.

Ce document précise en particulier si les mesures de gestion mises en œuvre ont permis d'atteindre les objectifs initialement fixés afin de rendre l'état des milieux compatibles avec les usages prévus sur site et constatés à l'extérieur du site, ce, au besoin, sur la base d'une analyse des risques résiduels effectuée à partir des mesures de gestion effectivement réalisées.

Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées dans le délai maximal d'un mois après l'achèvement des travaux, accompagné des commentaires appropriés.

Article 5 :

Dans l'hypothèse où l'application des dispositions du présent arrêté nécessite une intervention dans les propriétés privées, la société CGR doit préalablement rechercher à obtenir, par tout moyen amiable ou à défaut juridictionnel, l'autorisation des propriétaires, des titulaires de droits réels, de leurs ayants droit ou, le cas échéant, des titulaires d'un droit de jouissance.

Dans le cas où cette autorisation ne pourrait finalement être obtenue, l'exploitant doit pouvoir démontrer qu'il a bien engagé et épuisé toutes les diligences utiles.

Article 6 :

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures de sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement (livre V, titre 1).

Article 7 :

Délais et voies de recours :

En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 8: Information des tiers :

1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SARREBOURG et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de SARREBOURG.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département ainsi que sur le portail internet des services de l'Etat en Moselle ;

Article 9:

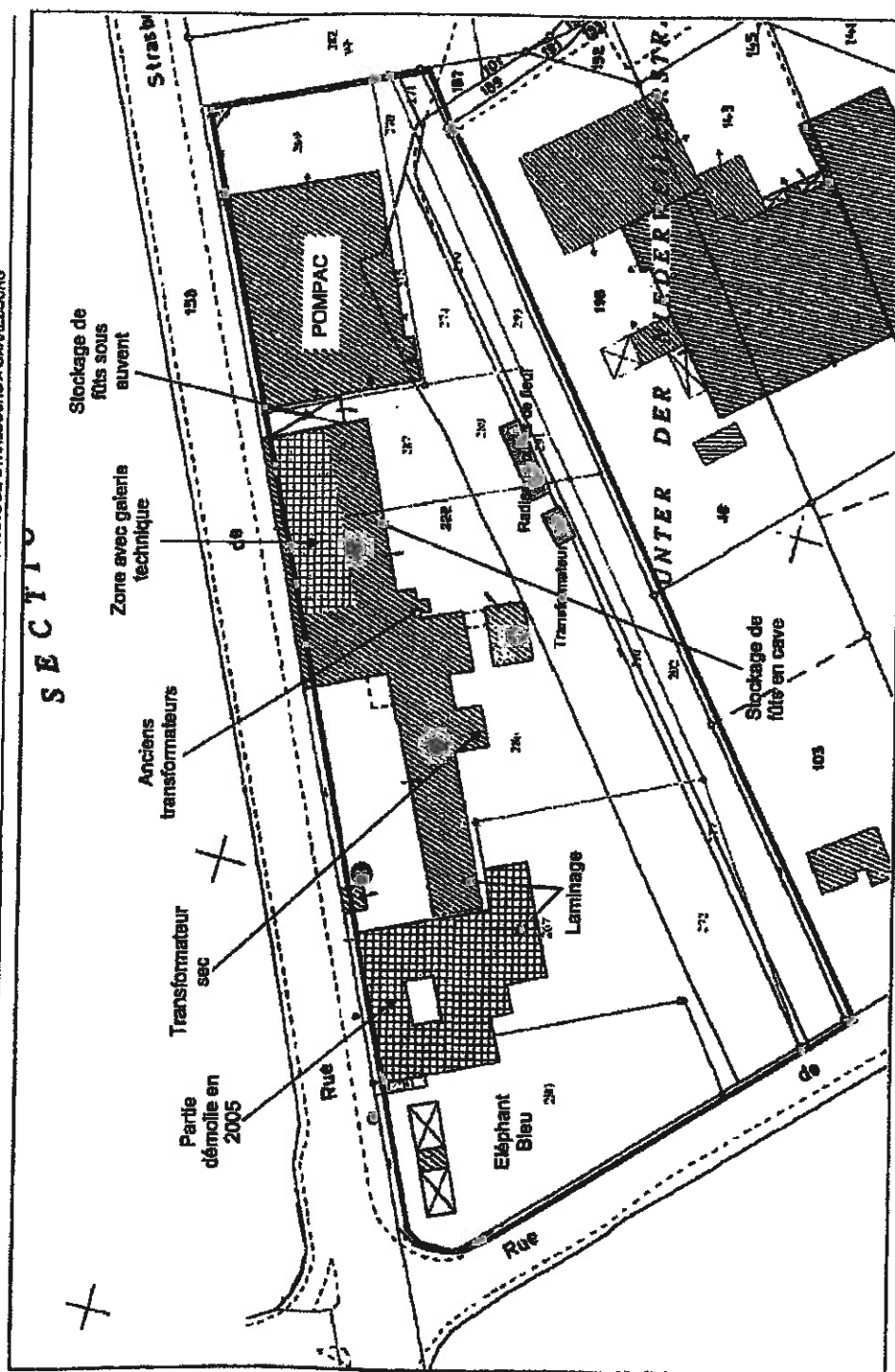
Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de SARREBOURG, le maire de SARREBOURG, les inspecteurs des installations classées, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Olivier de GRAY,

COMPTOIR GENERAL DU RESSORT
REGULARISATION DE NOTIFICATION DE CESSATION D'ACTIVITE DE L'ANCIEN SITE ROUTE DE STRASBOURG A SARRBOURG



BUREAU VERITAS - 1988790

PAGE 7

